

LES JUGES NATIONAUX ET LA LÉGISLATION EUROPÉENNE SUR L'EAU

Focus sur l'accès à la justice

Atelier en ligne pour juges et procureurs

23-24 ET 30-31 JANVIER 2023



With the support of the Erasmus+ programme
of the European Union

I. Informations générales

- Liste des intervenants
- Liste des participants

Contributions des orateurs (CV et présentations/textes)

Tamara Avellán	
	• CV • La pollution de l'eau : introduction politique, scientifique et technique
Menno Verheij	
	• CV

	• Vue d'ensemble de la législation et de la politique de l'UE en matière de protection de l'eau
Nathalie Hervé-Fournereau	
	• CV • La directive-cadre sur l'eau • Étude de cas sur les principales dispositions de la directive-cadre sur l'eau • La directive sur les nitrates
Cyril Lacombe	
	• CV • La protection de l'eau par le droit pénal
Jean-François Goujon-Fischer	
	• CV • Étude de cas sur une affaire de pollution de l'eau – Descente sur les lieux et exécution
Marc Clément	
	• CV • Accès à la justice dans l'UE dans des affaires portant sur la protection de l'eau • Étude de cas sur l'accès à la justice pour les citoyens et les ONG dans une affaire de pollution des eaux par les nitrates
Estelle Brosset	
	• CV • Quel est le rôle d'un juge national dans une affaire de pollution de l'eau ? – Le renvoi préjudiciel • TABLE RONDE sur les expériences et les pratiques nationales liées aux difficultés dans la mise en œuvre de la législation de l'UE sur l'eau

II. Documentation de base

A. Aperçu général du droit européen de l'environnement

	I. Documents de l'UE	
1	Versions consolidées du <u>traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne</u> (JO C 202 du 07.06.2016).	EN LIGNE
2	<u>COM(2019)640 final, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Le pacte vert pour l'Europe, 11 décembre 2019</u>	EN LIGNE
3	<u>COM(2017) 198 final, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Plan d'action pour le milieu naturel, la population et l'économie, 27 avril 2017</u>	EN LIGNE
4	<u>COM(2017) 63 final, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, L'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale de l'UE: défis communs et comment conjuguer nos efforts pour produire de meilleurs résultats, 3 février 2017</u>	EN LIGNE
5	<u>Annexe "Orientations à l'intention des États membres : Suggestions d'actions pour un meilleur environnement", 3 février 2017.</u>	EN LIGNE
6	<u>COM(2016) 739 final, communication de la Commission, Prochaines étapes pour un avenir européen durable action européenne en faveur de la durabilité, 22 novembre 2016</u>	EN LIGNE
7	<u>COM(2016) 316 final, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, "Procurer les avantages des politiques environnementales de l'UE à travers un", 27 mai 2016</u>	EN LIGNE
8	<u>DÉCISION No 1386/2013/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 novembre 2013 relative à un programme d'action de l'Union générale pour l'environnement à l'horizon 2020 "Bien vivre, dans les limites de notre planète"</u>	EN LIGNE

9	<u>COM(2012) 95 final, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Tirer le meilleur parti des mesures environnementales de l'UE: instaurer la confiance par l'amélioration des connaissances et de la réactivité, 7 mars 2012</u>	EN LIGNE
10	<u>COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS La biodiversité, notre assurance-vie et notre capital naturel - stratégie de l'UE à l'horizon 2020 COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS La biodiversité, notre assurance-vie et notre capital naturel - stratégie de l'UE à l'horizon 2020</u>	EN LIGNE
11	<u>Communication de la Commission sur le recours au principe de précaution, 2 février 2000</u>	EN LIGNE
12	<u>Directive 91/692/CEE du Conseil, du 23 décembre 1991, visant à la standardisation et à la rationalisation des rapports relatifs à la mise en œuvre de certaines directives concernant l'environnement</u>	EN LIGNE
	II. Documents internationaux	
13	<u>Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique, 2000</u>	EN LIGNE
14	<u>Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement principes de gestion des forêts, 1992</u>	EN LIGNE
15	<u>Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn)</u>	EN LIGNE
16	<u>Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, 1979</u>	EN LIGNE
17	<u>Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), Washington, 1973</u>	EN LIGNE
18	<u>Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau 1971 (Convention de Ramsar)</u>	EN LIGNE

19	<u>Convention des Nations unies sur la diversité biologique, 1992</u>	EN LIGNE
	III. Jurisprudence de l'UE	
	1. Principes généraux du droit européen de l'environnement	
20	<u>C-238/20 Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 27 janvier 2022, "Sătiși-S" SIA</u>	EN LIGNE
21	<u>C-752/18, Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 décembre 2019 Deutsche Umwelthilfe eV/Freistaat Bayern</u>	EN LIGNE
22	<u>Affaires jointes C-78/16 et C-79/16 ARRET DE LA COUR (première chambre) 9 juin 2016, Giovanni Pesce e.a. (C-78/16), Cesare Serinelli e.a. (C-79/16) / Presidenza del Consiglio dei Ministri (C-79/16)</u>	EN LIGNE
23	<u>T-433/13 ARRÊT DU TRIBUNAL (septième chambre) 5 mai 2015, Petropars Iran Co e.a./Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
24	<u>T-584/13 ARRÊT DU TRIBUNAL (première chambre élargie) 17 mai 2018, BASF Agro BV/Commission européenne</u>	EN LIGNE
25	<u>T-429/13 et T-451/13 ARRÊT DU TRIBUNAL GÉNÉRAL (première chambre élargie) 17 mai 2018, Bayer CropScience AG et Syngenta Crop Protection AG/Commission européenne.</u>	EN LIGNE
26	<u>C-269/13 Arrêt de la Cour (sixième chambre) 10 avril 2014 P, Acino AG</u>	EN LIGNE
27	<u>C-521/12 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 15 mai 2014 T. C. Briels e.a./Ministre des Infrastructures et du Milieu.</u>	EN LIGNE
28	<u>T-333/10 ARRÊT DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE PART (première chambre) 16 septembre 2013, Animal Trading Company (ATC) BV e.a./Commission européenne</u>	EN LIGNE
29	<u>T-257/07 ARRÊT DU TRIBUNAL GÉNÉRAL (Troisième chambre élargie) 9 septembre 2011, République française/Commission européenne</u>	EN LIGNE
30	<u>C-343/09 Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 8 juillet 2010, Afton Chemical Limited/Secrétaire d'État aux transports</u>	EN LIGNE
31	<u>C-77/09 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 22 décembre 2010 Gowan Comércio Internacional e Serviços Lda/Ministero della Salute</u>	EN LIGNE

32	<u>T-37/04 Arrêt du Tribunal de première instance (troisième chambre) du 1er juillet 2008, Região autónoma dos Açores/Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
33	<u>T-13/99 Arrêt du Tribunal de première instance (troisième chambre) du 11 septembre 2002, Pfizer Animal Health SA contre Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
34	<u>C-180/96 Arrêt de la Cour du 5 mai 1998, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord / Commission des Communautés européennes</u>	EN LIGNE
35	<u>C-341/95 Arrêt de la Cour du 14 juillet 1998, Gianni Bettati contre Safety Hi-Tech Srl.</u>	EN LIGNE
36	<u>C-233/94 Arrêt de la Cour du 13 mai 1997, République fédérale d'Allemagne contre Parlement européen et Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
	2. Origines et sources du droit européen de l'environnement	
37	<u>C-439/05 P Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 13 septembre 2007, Land Oberösterreich et République d'Autriche/Commission des Communautés européennes</u>	EN LIGNE
38	<u>C-176/03, Arrêt de la Cour (Grande chambre) du 13 septembre 2005, Commission des Communautés européennes/Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
39	<u>C-6/03 Arrêt de la Cour (première chambre) du 14 avril 2005, Deponiezweckverband Eiterköpfe / Land Rheinland-Pfalz</u>	EN LIGNE
40	<u>C-270/03 Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 9 juin 2005, Commission des Communautés européennes/République italienne</u>	EN LIGNE
41	<u>C-337/89 Arrêt de la Cour du 25 novembre 1992, Commission des Communautés européennes contre Royaume-Uni</u>	EN LIGNE
42	<u>C-240/83 Arrêt de la Cour du 7 février 1985, Procureur de la République c/ Association de défense des brûleurs d'huiles usagées (ADBHU)</u>	EN LIGNE
43	<u>C-92/79 Arrêt de la Cour du 18 mars 1980, Commission des Communautés européennes contre République italienne</u>	EN LIGNE
	3. La relation entre le droit européen et le droit national de l'environnement	
44	<u>C-463/20 Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 24 février 2022, Namur-Est Environnement ASBL/Région wallonne</u>	EN LIGNE
45	<u>C-300/20 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 22 février 2022, Bund Naturschutz in Bayern eV/Landkreis Rosenheim</u>	EN LIGNE

46	<u>C-92/19 Arrêt de la Cour (septième chambre) du 17 septembre 2020, Burgo Group SpA/Gestore dei Servizi Energetici SpA - GSE</u>	EN LIGNE
47	<u>C-24/19 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 25 juin 2020, A e.a. / Gewestelijke stedenbouwkundige ambtenaar van het departement Ruimte Vlaanderen, afdeling Oost-Vlaanderen</u>	EN LIGNE
48	<u>C-434/18 Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 11 juillet 2019, Commission européenne/République italienne</u>	EN LIGNE
49	<u>C-240/09 ARRÊT DE LA COUR (grande chambre) 8 mars 2011, Lesoochranské zoskupenie VLK/Ministerstvo životného prostredia Slovenskej republiky</u>	EN LIGNE
50	<u>C-178/03 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 10 janvier 2006, Commission des Communautés européennes / Parlement européen et Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
51	<u>C-338/01 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 29 avril 2004, Commission des Communautés européennes/Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
52	<u>C-42/97 Arrêt de la Cour du 23 février 1999, Parlement européen contre Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
	4. La Commission européenne en tant que "gardienne des traités" : Procédures et affaires d'infraction	
53	<u>C-661/20 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 22 juin 2022, Commission européenne/République slovaque</u>	EN LIGNE
54	<u>C-286/21 Arrêt de la Cour (dixième chambre) du 28 avril 2022, Commission européenne/République française</u>	EN LIGNE
55	<u>C-687/20 Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 31 mars 2022, Commission européenne/République portugaise</u>	EN LIGNE
56	<u>C-683/20 Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 13 janvier 2022, Commission européenne/République slovaque</u>	EN LIGNE
57	<u>C-668/19 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 6 octobre 2021, Commission européenne/République italienne</u>	EN LIGNE
58	<u>C-559/19 Arrêt de la Cour (première chambre) du 24 juin 2021, Commission européenne/Royaume d'Espagne</u>	EN LIGNE

59	<u>C-503/06 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 15 mai 2008, Commission des Communautés européennes/République italienne</u>	EN LIGNE
60	<u>C-98/04 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 4 mai 2006, Commission des Communautés européennes/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u>	EN LIGNE
61	<u>C-304/02 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 12 juillet 2005, Commission des Communautés européennes/République française.</u>	EN LIGNE
62	<u>C-435/99 Arrêt de la Cour (première chambre) du 12 décembre 2000, Commission des Communautés européennes contre République portugaise.</u>	EN LIGNE
63	<u>C-387/97 Arrêt de la Cour du 4 juillet 2000, Commission des Communautés européennes contre République hellénique</u>	EN LIGNE
64	<u>C-392/96 Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 21 septembre 1999, Commission des Communautés européennes/Irlande</u>	EN LIGNE
65	<u>C-186/98 Arrêt de la Cour (première chambre) du 8 juillet 1999, procédure pénale contre Maria Amélia Nunes et Evangelina de Matos</u>	EN LIGNE
66	<u>C-422/92 Arrêt de la Cour du 10 mai 1995, Commission des Communautés européennes contre République fédérale d'Allemagne</u>	EN LIGNE
67	<u>C-52/90 Arrêt de la Cour du 31 mars 1992, Commission des Communautés européennes contre Royaume du Danemark</u>	EN LIGNE
68	<u>C-59/89 Arrêt de la Cour du 30 mai 1991, Commission des Communautés européennes contre République fédérale d'Allemagne</u>	EN LIGNE
69	<u>C-162/89 Arrêt de la Cour du 13 juin 1990, Commission des Communautés européennes contre Royaume de Belgique</u>	EN LIGNE
70	<u>C-96/81 Arrêt de la Cour du 25 mai 1982, Commission des Communautés européennes contre Royaume des Pays-Bas</u>	EN LIGNE

B. Le contexte

	1. Le droit européen	
--	----------------------	--

1.	<u>Directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine</u>	EN LIGNE
2.	<u>Consolidated text: Directive 2008/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre stratégie pour le milieu marin)</u>	EN LIGNE
3.	<u>Texte consolidé du 20 novembre 2014 : Texte consolidé du 20 novembre 2014 : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (directive-cadre sur l'eau).</u>	EN LIGNE
4.	<u>Texte consolidé du 11 juillet 2014 : Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration (directive sur les eaux souterraines).</u>	EN LIGNE
5.	<u>Texte consolidé du 1er janvier 2014 : Directive du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (91/271/CEE) (directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires)</u>	EN LIGNE
6.	<u>Texte consolidé du 1er janvier 2014 : Directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive 76/160/CEE (directive sur les eaux de baignade).</u>	EN LIGNE
7.	<u>Texte consolidé du 24 août 2013 : Directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant puis abrogeant les directives 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE et 86/280/CEE du Conseil et modifiant la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil (directive sur les normes de qualité environnementale).</u>	EN LIGNE
8.	<u>Directive 2009/90/CE de la Commission du 31 juillet 2009 établissant, conformément à la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, des spécifications techniques pour l'analyse chimique et la surveillance de l'état des eaux, 31 juillet 2009</u>	EN LIGNE

9.	<u>Texte consolidé 21 novembre 2008 : Directive du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (91/676/CEE) (directive "nitrates")</u>	EN LIGNE
10	<u>Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation (directive "inondations")</u>	EN LIGNE
	2. Documents de l'UE	
11	<u>COM(2022) 540 final, Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, la directive 2006/118/CE sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration et la directive 2008/105/CE établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, 26 octobre 2022 (Version anglaise)</u> + Annexes 1 à 6 + SWD(2022) 543 final, document de travail des services de la Commission - Résumé du rapport d'analyse d'impact accompagnant la proposition. + SWD(540) final, document de travail des services de la Commission - Rapport d'analyse d'impact accompagnant la proposition.	EN LIGNE
12	<u>C(2022) 5489 Communication de la Commission Lignes directrices visant à soutenir l'application du règlement 2020/741 sur les exigences minimales pour la réutilisation de l'eau 2022/C 298/01 du 5 août 2022</u>	EN LIGNE
13	<u>Rapport AEE n° 9/2021 "Drivers of and pressure arising from selected key water management challenges - A European Overview", 23 septembre 2021 (Version anglaise)</u>	EN LIGNE
14	<u>C(2020) 5205 Décision d'exécution (UE) 2020/1161 de la Commission du 4 août 2020 établissant une liste de surveillance des substances à surveiller à l'échelle de l'Union dans le domaine de l'eau conformément à la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil</u>	EN LIGNE
15	<u>C(2018) 696 Décision (UE) 2018/229 de la Commission du 12 février 2018 établissant, conformément à la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, les valeurs des classifications du système de surveillance des États membres à la suite de l'exercice d'interétalonnage et abrogeant la décision 2013/480/UE de la Commission.</u>	EN LIGNE

16	<u>COM(2017) 753 final Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte), 1er février 2018.</u>	EN LIGNE
17	<u>Décision (UE) 2017/848 de la Commission du 17 mai 2017 établissant des critères et des normes méthodologiques concernant le bon état écologique des eaux marines et des spécifications et méthodes normalisées de surveillance et d'évaluation, et abrogeant la décision 2010/477/UE.</u>	EN LIGNE
18	<u>Instruments de l'UE sur la réutilisation de l'eau, Rapport final à l'appui de l'analyse d'impact de la Commission octobre 2016 (Version anglaise)</u>	EN LIGNE
19	<u>COM(2015) 120 final, communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil La directive-cadre sur l'eau et la directive "inondations" : Actions en faveur du "bon état" des eaux de l'UE et de la réduction des risques d'inondation, 9 mars 2015.</u>	EN LIGNE
20	<u>SWD(2012) 381 final/2 Document de travail des services de la Commission - Résumé de l'analyse d'impact accompagnant le document Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions Un plan directeur pour sauvegarder les ressources en eau de l'Europe COM(2012) 673 final et SWD(2012) 382 final, 13 décembre 2012.</u>	EN LIGNE
21	<u>COM(2012) 673 final Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un plan directeur pour sauvegarder les ressources en eau de l'Europe, 14 novembre 2012.</u>	EN LIGNE
22	<u>Directive 2009/90/CE de la Commission du 31 juillet 2009 établissant, conformément à la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil, des spécifications techniques pour l'analyse chimique et la surveillance de l'état des eaux</u>	EN LIGNE
23	<u>Décision n° 2455/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2001 établissant la liste des substances prioritaires dans le domaine de l'eau et modifiant la directive 2000/60/CE</u>	EN LIGNE
	2. La jurisprudence de l'UE	
24	<u>C-668/19 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 6 octobre 2021, Commission européenne/République italienne</u>	EN LIGNE

25	<u>C-22/20 Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 2 septembre 2021, Commission européenne/Royaume de Suède</u>	EN LIGNE
26	<u>C-559/19 Arrêt de la Cour (première chambre) du 24 juin 2021, Commission européenne/Royaume d'Espagne</u>	EN LIGNE
27	<u>C-629/19 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 14 octobre 2020, Sappi Austria Produktions-GmbH & Co KG et Wasserverband "Region Gratkorn-Gratwein"/ Landeshauptmann von Steiermark</u>	EN LIGNE
28	<u>C-298/19 Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 27 février 2020, Commission européenne/République hellénique</u>	EN LIGNE
29	<u>Affaire C-384/19, arrêt de la Cour (septième chambre) du 2 avril 2020 Commission européenne / Royaume d'Espagne</u>	EN LIGNE
30	<u>Affaires jointes C-105 à 113/18, arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 7 novembre 2019, Asociación Española de la Industria Eléctrica (UNESA) e.a./Administration générale de l'État.</u>	EN LIGNE
31	<u>C-427/17 Arrêt de la Cour (dixième chambre) du 28 mars 2019, Commission européenne/Irlande</u>	EN LIGNE
32	<u>Affaire C-328/16, arrêt de la Cour (troisième chambre) du 22 février 2018, Commission européenne/République hellénique.</u>	EN LIGNE
33	<u>Affaire C-320/15, arrêt de la Cour (dixième chambre) du 14 septembre 2017, Commission européenne/République hellénique.</u>	EN LIGNE
34	<u>C-502/15 Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 4 mai 2017, Commission européenne/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.</u>	EN LIGNE
35	<u>C-4/16 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 2 mars 2017, J. D. c/ Prezes Urzędu Regulacji Energetyki.</u>	EN LIGNE
36	<u>C-686/15 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 7 décembre 2016, Vodoopskrba i odvodnja d.o.o. c/ Željka Klafurić.</u>	EN LIGNE

C. La directive-cadre sur l'eau passée au crible

1.	COM(2022) 540 final, Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, la directive 2006/118/CE sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration et la directive 2008/105/CE établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, 26 octobre 2022 (Version anglaise) + Annexes 1 à 6 + SWD(2022) 543 final, document de travail des services de la Commission - Résumé du rapport d'analyse d'impact accompagnant la proposition. + SWD(540) final, document de travail des services de la Commission - Rapport d'analyse d'impact accompagnant la proposition.	EN LIGNE
2.	COM(2021) 970 final, Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE), de la directive sur les normes de qualité environnementale (2008/105/CE modifiée par la directive 2013/39/UE) et de la directive sur les inondations (2007/60/CE) - Mise en œuvre des programmes de mesures prévus, des nouvelles substances prioritaires, des évaluations préliminaires des risques d'inondation et des zones de risque d'inondation potentiellement important, 15 décembre 2021 (6e rapport de mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau et de la directive sur les inondations).	EN LIGNE
3.	SWD(2019) 439 final, Document de travail des services de la Commission Bilan de santé de la directive-cadre sur l'eau, de la directive sur les eaux souterraines, de la directive sur les normes de qualité environnementale et de la directive sur les inondations, 10 décembre 2019.	EN LIGNE
4.	SWD(2019) 440 final, Document de travail des services de la Commission Résumé du contrôle d'aptitude de la directive-cadre sur l'eau, de la directive sur les eaux souterraines, de la directive sur les normes de qualité environnementale et de la directive sur les inondations du 10 décembre 2019.	EN LIGNE
5.	SEC(2019) 438 avis final du conseil d'examen de la réglementation, contrôle d'aptitude de la directive-cadre sur l'eau, de la directive sur les eaux souterraines, de la directive sur les normes de qualité environnementale et de la directive sur les inondations du 15 novembre 2019.	EN LIGNE

6.	<u>SWD/2019/32 final, Document de travail des services de la Commission</u> <u>Coopération internationale au titre de la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE)</u> <u>- Fiches d'information sur les bassins hydrographiques internationaux</u> <u>Accompagnant le document Rapport de la Commission au Parlement européen</u> <u>et au Conseil sur la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE)</u> <u>et de la directive sur les inondations (2007/60/CE) Deuxièmes plans de gestion</u> <u>de district hydrographique Premiers plans de gestion des risques d'inondation,</u> <u>26 février 2019.</u>	EN LIGNE
7.	<u>Texte consolidé : Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant</u> <u>la mise en décharge des déchets du 4 juillet 2018.</u>	EN LIGNE
8.	<u>COM(2015) 120 final, communication de la Commission au Parlement européen</u> <u>et au Conseil La directive-cadre sur l'eau et la directive "inondations" : Actions</u> <u>en faveur du "bon état" des eaux de l'UE et de la réduction des risques</u> <u>d'inondation, 9 mars 2015.</u>	EN LIGNE
9.	<u>Texte consolidé : Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du</u> <u>23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans</u> <u>le domaine de l'eau (directive-cadre sur l'eau) du 20 novembre 2014.</u>	EN LIGNE
10.	<u>Texte consolidé : Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil</u> <u>du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution</u> <u>et la détérioration (directive sur les eaux souterraines) du 11 juillet 2014.</u>	EN LIGNE
11.	<u>Directive 2014/80/UE de la Commission du 20 juin 2014 modifiant l'annexe II</u> <u>de la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil sur la</u> <u>protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration Texte</u> <u>présentant de l'intérêt pour l'EEE du 20 juin 2014.</u>	EN LIGNE
12.	<u>Fiche d'information : La directive-cadre sur l'eau de l'UE, 28 mai 2014</u>	EN LIGNE
13.	<u>Texte consolidé : Directive du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des</u> <u>eaux urbaines résiduaires (91/271/CEE) du 1er janvier 2014</u>	EN LIGNE
14.	<u>Commission européenne : Stratégie commune de mise en œuvre de la directive-</u> <u>cadre sur l'eau (2000/60/CE) - Documents d'orientation de la DCE</u>	EN LIGNE
15.	<u>Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007</u> <u>relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation (directive</u> <u>"inondations") du 23 octobre 2007</u>	EN LIGNE

	2. La jurisprudence de l'UE	
16.	<u>En cours Affaire C-723/21, Stadt Frankfurt (Oder) et FWA, demande de décision préjudicielle du 29 novembre 2021</u>	EN LIGNE
17.	<u>C-525/20 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 5 mai 2022, Association France Nature Environnement/Premier ministre et Ministre de la Transition écologique et solidaire</u>	EN LIGNE
18.	<u>C-559/19 Arrêt de la Cour (première chambre) du 24 juin 2021, Commission européenne/Royaume d'Espagne</u>	EN LIGNE
19.	<u>C-535/18 Arrêt de la Cour (première chambre) du 28 mai 2020, IL e.a. / Land Nordrhein-Westfalen</u>	EN LIGNE
20.	<u>C-556/18, arrêt de la Cour (septième chambre) du 26 septembre 2019, Commission européenne/Royaume d'Espagne.</u>	EN LIGNE
21.	<u>C-529/15 Arrêt de la Cour (première chambre) du 1er juin 2017, procédure engagée par Gert Folk.</u>	EN LIGNE
22.	<u>C-686/15 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 7 décembre 2016, Vodoopskrba i odvodnja d.o.o. c/ Željka Klafurić.</u>	EN LIGNE
23.	<u>C-648/13 Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 30 juin 2016. Commission européenne / République de Pologne</u>	EN LIGNE
24.	<u>C-346/14 Arrêt de la Cour (première chambre) du 4 mai 2016, Commission européenne/République d'Autriche.</u>	EN LIGNE
25.	<u>C-461/13 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 1er juillet 2015, Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland e.V. / Bundesrepublik Deutschland</u>	EN LIGNE
26.	<u>C-525/12 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 11 septembre 2014 Commission européenne/République fédérale d'Allemagne.</u>	EN LIGNE
27.	<u>C-151/12 Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 24 octobre 2013 Commission européenne/Royaume d'Espagne</u>	EN LIGNE
28.	<u>C-351/09 Arrêt de la Cour (première chambre) du 22 décembre 2010 Commission européenne/République de Malte</u>	EN LIGNE

D. Rejets dans les eaux

	I. La directive sur les nitrates	
	1. Documents de l'UE	
1.	<u>2021/3003(RSP) Résolution sur les mesures de lutte contre la pollution de l'eau par les nitrates, y compris les améliorations à apporter dans les différents systèmes de mesure des nitrates dans les États membres, du 5 avril 2022</u>	EN LIGNE
2.	<u>COM(2021) 1000 final, Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sur la base des rapports des États membres pour la période 2016-2019, 11 octobre 2021.</u>	EN LIGNE
3.	<u>SWD/2021/1001 final, Document de travail des services de la Commission accompagnant le document Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sur la base des rapports des États membres pour la période 2016-2019, 11 octobre 2021.</u>	EN LIGNE
4.	<u>C(2020) 4821, Décision d'exécution (UE) 2020/1074 de la Commission du 17 juillet 2020 accordant une dérogation demandée par le Danemark en application de la directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (Le texte en langue danoise est le seul faisant foi), 17 juillet 2020.</u>	EN LIGNE
5.	<u>C/2019/5180 Décision d'exécution (UE) 2019/1205 de la Commission du 12 juillet 2019 accordant une dérogation demandée par la Belgique en ce qui concerne la région de Flandre en application de la directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles du 12 juillet 2019.</u>	EN LIGNE
6.	<u>C(2019) 3816 Décision d'exécution (UE) 2019/1325 de la Commission du 27 mai 2019 accordant une dérogation demandée par le Royaume-Uni en ce qui concerne l'Irlande du Nord conformément à la directive 91/676/CEE du Conseil</u>	EN LIGNE

	<u>concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles du 27 mai 2019.</u>	
7.	<u>COM(2018) 257 final Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sur la base des rapports des États membres pour la période 2012-2015 du 4 mai 2018.</u>	EN LIGNE
8.	<u>Texte consolidé : Directive du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (91/676/CEE), 21 novembre 2008 (Directive sur les nitrates)</u>	EN LIGNE
	2. La jurisprudence de l'UE	
9.	<u>C-298/19 Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 27 février 2020, Commission européenne/République hellénique</u>	EN LIGNE
10.	<u>C-197/18 Arrêt de la Cour (première chambre) du 3 octobre 2019, procédure engagée par Wasserleitungsverband Nördliches Burgenland e.a.</u>	EN LIGNE
11.	<u>C-543/16 Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 21 juin 2018, Commission européenne/République fédérale d'Allemagne.</u>	EN LIGNE
12.	<u>C-149/19 Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 23 avril 2015, Commission européenne/République hellénique</u>	EN LIGNE
13.	<u>C-356/13 Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 20 novembre 2014, Commission européenne/République de Pologne</u>	EN LIGNE
14.	<u>C-237/12 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 4 septembre 2014, Commission européenne/République française.</u>	EN LIGNE
15.	<u>Arrêt C-193/12 de la Cour (septième chambre) du 13 juin 2013, Commission européenne/République française</u>	EN LIGNE
16.	<u>C-41/11 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 28 février 2012, Inter-Environnement Wallonie ASBL et Terre wallonne ASBL/Région wallonne</u>	EN LIGNE
17.	<u>C-526/08 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 29 juin 2010, Commission européenne/Grand-Duché de Luxembourg</u>	EN LIGNE

18.	<u>Affaires jointes C-105/09 et C-110/09 Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 17 juin 2010, Terre wallonne ASBL (C-105/09) et Inter-Environnement Wallonie ASBL (C-110/09)/Région wallonne</u>	EN LIGNE
19.	<u>C-147/07 Arrêt de la Cour (septième chambre) du 31 janvier 2008, Commission des Communautés européennes/République française</u>	EN LIGNE
20.	<u>C-221/03 Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 22 septembre 2005, Commission des Communautés européennes/Royaume de Belgique</u>	EN LIGNE
	II. La protection de l'eau par le droit pénal	
	1. Documents de l'UE	
21.	<u>COM(2021) 851 final, Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection de l'environnement par le droit pénal et remplaçant la directive 2008/99/CE du 15 décembre 2021.</u>	EN LIGNE
22.	<u>COM(2021) 814 final Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil à l'intensification de la lutte contre la criminalité environnementale du 15 décembre 2021</u>	EN LIGNE
23.	<u>Fiche d'information : "Green Deal européen : renforcer le droit de l'UE pour lutter contre la criminalité environnementale" du 15 décembre 2021</u>	EN LIGNE
24.	<u>Commission européenne : Guide synthétique - Lutte contre les crimes environnementaux et les infractions connexes du 13 décembre 2021.</u>	EN LIGNE
25.	SWD(2020) 259 final Document de travail des services de la Commission - Évaluation de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (directive sur les infractions environnementales) du 28 octobre 2020 (Version anglais) <u>Partie I + Partie II</u>	EN LIGNE
26.	<u>SWD(2020) 260 final Document de travail des services de la Commission - Résumé de l'évaluation de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (directive sur la criminalité environnementales) du 28 octobre 2020.</u>	EN LIGNE

27.	<u>SEC(2020) 373 final Avis du Regulatory Scrutiny Board - Évaluation de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (directive sur les infractions environnementale)</u>	EN LIGNE
28.	<u>COM(2018) 10 final, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions Actions de l'UE visant à améliorer la conformité et la gouvernance en matière d'environnement du 18 janvier 2018.</u>	EN LIGNE
29.	<u>Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal du 19 novembre 2008 (Directive sur les crimes contre l'environnement)</u>	EN LIGNE
	3. La jurisprudence	
30.	<u>C-357/20 Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 28 octobre 2021, IE/Magistrat der Stadt Wien</u>	EN LIGNE
31.	<u>Affaire C-297/19, Arrêt de la Cour (première chambre) du 9 juillet 2020, Naturschutzbund Deutschland - Landesverband Schleswig-Holstein eV / Kreis Nordfriesland</u>	EN LIGNE
32.	<u>C534/13 Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2015. Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio e del Mare/Fipa Group Srl.</u>	EN LIGNE
33.	<u>C-440/05 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 23 octobre 2007, Commission des Communautés européennes/Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE
34.	<u>C-176/03 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 13 septembre 2005, Commission des Communautés européennes/Conseil de l'Union européenne</u>	EN LIGNE

E. Accès à la justice en matière d'environnement - Accent mis sur la pollution de l'eau

	I. Accès à la justice	
	1. Documents de l'UE	

1.	<u>Commission européenne, Guide du citoyen pour l'accès à la justice en matière d'environnement, 28 septembre 2018.</u>	EN LIGNE
2.	<u>Briefing, Parlement européen, Mise en œuvre de la Convention d'Aarhus - Accès à la justice en matière d'environnement, octobre 2017 (Version anglais)</u>	EN LIGNE
3.	<u>C(2017) 2616 final, Communication de la Commission du 28 avril 2017 - Communication de la Commission sur l'accès à la justice en matière d'environnement (Version anglais)</u>	EN LIGNE
4.	<u>RÈGLEMENT (CE) N° 1367/2006 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 6 septembre 2006 concernant l'application aux institutions et organes de la Communauté européenne des dispositions de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement</u>	EN LIGNE
5.	<u>DIRECTIVE 2003/4/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil</u>	EN LIGNE
6.	<u>DIRECTIVE 2003/35/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 mai 2003 prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement et modifiant, en ce qui concerne la participation du public et l'accès à la justice, les directives 85/337/CEE et 96/61/CE du Conseil</u>	EN LIGNE
7.	<u>RÈGLEMENT (CE) n° 1049/2001 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission</u>	EN LIGNE
	2. Documents internationaux	
8.	<u>La Convention d'Aarhus : Guide d'application, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, 2014</u>	EN LIGNE
9.	<u>Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), 25 juin 1998</u>	EN LIGNE
	3. La jurisprudence de l'UE	
10.	<u>C-463/20 Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 24 février 2022, amur-Est Environnement ASBL/Région wallonne</u>	EN LIGNE

11.	<u>C-470/19 Arrêt de la Cour (première chambre) du 15 avril 2021, Friends of the Irish Environment Ltd/Commissaire à l'information environnementale</u>	EN LIGNE
12.	<u>T-9/19 ARRÊT DU TRIBUNAL GÉNÉRAL (deuxième chambre élargie) 27 janvier 2021, ClientEarth/Banque européenne d'investissement (BEI)</u>	EN LIGNE
13.	<u>C-619/19 ARRÊT DE LA COUR (première chambre) 20 janvier 2021, Land Baden-Württemberg c/ D.R.</u>	EN LIGNE
14.	<u>Affaire C-826/18 ARRÊT DE LA COUR (première chambre) 14 janvier 2021, LB et autres/College van burgemeester en wethouders van de gemeente Echt-Susteren</u>	EN LIGNE
15.	<u>C-784/18 Arrêt de la Cour (première chambre) du 3 septembre 2020, Mellifera eV, Vereinigung für wesensgemäße Bienenhaltung/Commission européenne</u>	EN LIGNE
16.	<u>C-535/18 Arrêt de la Cour (première chambre) du 28 mai 2020, IL e.a./Land Nordrhein-Westfalen</u>	EN LIGNE
17.	<u>C-280/18 ARRÊT DE LA COUR (première chambre) 7 novembre 2019, Alain Flausch e.a./Ypourgos Perivallontos kai Energeias</u>	EN LIGNE
18.	<u>C-71/14 ARRÊT DE LA COUR (cinquième chambre) 6 octobre 2015, East Sussex County Council/ Information Commissioner</u>	EN LIGNE
19.	<u>C-461/13 Arrêt de la Cour (grande chambre) du 1er juillet 2015, Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland e.V. / Bundesrepublik Deutschland</u>	EN LIGNE
20.	<u>C-562/12 ARRET DE LA COUR (quatrième chambre) 17 septembre 2014, Liivimaa Lihaveis MTÜ/Eesti-Läti programmi 2007-2013 Seirekomitee</u>	EN LIGNE
21.	<u>C-530/11 ARRÊT DE LA COUR (deuxième chambre) 13 février 2014, Commission européenne/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u>	EN LIGNE
22.	<u>C-260/11 ARRÊT DE LA COUR (quatrième chambre) 11 avril 2013, David Edwards, Lilian Pallikaropoulos/Environment Agency</u>	EN LIGNE
23.	<u>Affaires jointes C-72/10 et C-77/10 ARRET DE LA COUR (quatrième chambre) 16 février 2012, procédure pénale contre Marcello Costa (C-72/10), Ugo Cifone (C-77/10)</u>	EN LIGNE